

Il y a là, certes, un problème économique qui s'impose. Il faut absolument la diffusion de la science de l'hygiène, à l'école d'abord et dans la société. Rien de pratique ne peut être fait, aucune prescription ne sera acceptée, si l'on ne prend tout d'abord, les moyens de vulgariser l'hygiène, par l'école, les conférences publiques, et une littérature appropriée, distribuée gratuitement.

Cette indifférence du public rural se manifeste surtout au sein du conseil municipal. Là, on est presque toujours réfractaire à toute mesure sérieuse entraînant quelque dépense pour l'application de l'hygiène.

Cet esprit est d'abord la résultante de la mentalité générale, mais s'affirme surtout en face des nombreuses prescriptions du bureau de l'hygiène.

Au point de vue de l'hygiène, je crois que le principe de demander plus pour avoir moins est mauvais.

Il faudrait il me semble, demander moins, pour avoir plus ; surtout avec les dispositions d'un trop grand nombre de nos conseils municipaux.

Pourtant l'hygiène bien appliquée est le placement le plus avantageux que puisse faire une municipalité. Le capital municipal ne consiste pas seulement dans la valeur immobilière, mais aussi dans le nombre des citoyens et dans leur capacité à exploiter la valeur immobilière imposable. Or, la santé des citoyens, c'est le capital productif dont la mise en valeur, par l'hygiène, assure les meilleures ressources municipales. Entourer ce capital des meilleurs moyens pour le conserver, c'est avoir la prudence de quiconque a un placement d'argent à faire. En effet, l'on prend, pour opérer celui-ci, les meilleures garanties. La meilleure garantie du capital municipal, c'est-à-dire la santé des citoyens, c'est l'hygiène qui la donne. Il est donc du plus